



## CHAPITRE 2

Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualification  
professionnelle des entrepreneurs de construction et  
d'autres dispositions législatives

[Sanctionnée le 27 mars 1980]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée  
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q.,  
c. Q-1,  
a. 14, mod.

**1.** L'article 14 de la Loi sur la qualification professionnelle  
des entrepreneurs de construction (L.R.Q., c. Q-1) est modifié  
par l'addition de l'alinéa suivant:

Délégation  
de  
pouvoirs.

«Il peut déléguer, en tout ou en partie, à toute personne à  
l'emploi de la Régie l'exercice de ses pouvoirs à titre de directeur  
général.».

L.R.Q.,  
c. Q-1,  
a. 31, mod.

**2.** L'article 31 de cette loi, remplacé par l'article 4 du chapi-  
tre 2 des lois de 1979, est modifié par l'addition du paragraphe  
suivant:

«g) établir, dans le cas où en vertu de la Loi sur les maîtres  
électriciens (L.R.Q., c. M-3) ou de la Loi sur les maîtres méca-  
niciens en tuyauterie (L.R.Q., c. M-4) elle doit être membre de la  
Corporation des maîtres électriciens du Québec ou de la Corpora-  
tion des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, que les  
frais d'admission et la cotisation annuelle exigés en vertu de ces  
lois ont été versés.».

L.R.Q.,  
c. Q-1,  
a. 33, mod.

**3.** L'article 33 de cette loi, remplacé par l'article 6 du chapi-  
tre 2 des lois de 1979, est modifié par l'addition du paragraphe  
suivant:

«g) établir, dans le cas où en vertu de la Loi sur les maîtres  
électriciens (L.R.Q., c. M-3) ou de la Loi sur les maîtres méca-  
niciens en tuyauterie (L.R.Q., c. M-4) elle doit être membre de la  
Corporation des maîtres électriciens du Québec ou de la Corpora-

tion des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, que les frais d'admission et la cotisation annuelle exigés en vertu de ces lois ont été versées.».

L.R.Q.,  
c. Q-1,  
a. 35, mod.

**4.** L'article 35 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Caution-  
nement.

«Le demandeur doit fournir tout cautionnement exigible en vertu des articles 34 et 34a et se soumettre aux autres exigences de la Régie.».

L.R.Q.,  
c. Q-1,  
a. 44.1, aj.

**5.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 44, du suivant:

Révision  
des  
examens.

«**44.1** La Régie peut, de son propre chef, réviser la correction et les résultats des examens administrés par la Corporation des maîtres électriciens du Québec en vertu de l'article 12.2 de la Loi sur les maîtres électriciens (L.R.Q., c. M-3) ou par la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec en vertu de l'article 11.2 de la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., c. M-4) et, le cas échéant, y substituer sa propre correction et les résultats qui en découlent.

Demande  
de révision.

Une personne qui a subi les examens visés dans le premier alinéa peut également demander à la Régie de procéder à une telle révision; la demande à cet effet doit être adressée à la Régie, par lettre recommandée, dans les trente jours de la réception d'une copie de la décision de la Régie sous pli recommandé. Si, à la suite de cette révision, la Régie constate que cette personne a subi avec succès ces examens, elle peut réviser sa décision.».

L.R.Q.,  
c. Q-1,  
a. 45.1, aj.

**6.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 45, du suivant:

Règles de  
pratique.

«**45.1** La Régie peut, par règlement, établir des règles de pratique aux fins des articles 43, 44 et 45.».

L.R.Q.,  
c. Q-1,  
a. 58, mod.

**7.** L'article 58 de cette loi, modifié par l'article 13 du chapitre 2 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *r* par le suivant:

«*r*) obliger tout candidat à une licence d'entrepreneur ou, dans le cas d'une société ou corporation, toute personne habilitante, à subir des examens, déterminer les matières d'examen, notamment celles concernant les connaissances administratives et techniques ou relatives à la sécurité sur les chantiers de construction, déterminer les conditions d'admissibilité et d'exemption aux-

aits examens et prévoir, lorsqu'il s'agit du renouvellement d'une licence, les cas d'exemption auxdits examens;» et

2° par l'addition du paragraphe suivant:

«t) établir des règles de pratique aux fins des articles 43, 44 et 45.».

L.R.Q.,  
c. Q-1,  
a. 78, mod.

**8.** L'article 78 de cette loi, modifié par l'article 15 du chapitre 2 des lois de 1979, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: «De plus, l'entrepreneur visé dans l'article 76 doit, pour obtenir cette licence, faire la preuve du paiement des frais d'admission et de la cotisation annuelle exigés pour être membre de l'une des corporations mentionnées à cet article.».

L.R.Q.,  
c. M-3,  
a. 5, remp.

**9.** L'article 5 de la Loi sur les maîtres électriciens (L.R.Q., c. M-3) est remplacé par le suivant:

Membres.

«**5.** Toute personne qui, y étant assujettie, se conforme à la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., c. Q-1) et à la présente loi a droit d'être membre de la corporation.».

L.R.Q.,  
c. M-3,  
a. 12, mod.

**10.** L'article 12 de cette loi, modifié par l'article 102 du chapitre 53 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe c du paragraphe 1° par le suivant:

«c) l'admission et la discipline des membres de la corporation sauf quant à leur suspension et à leur expulsion;».

L.R.Q.,  
c. M-3,  
aa. 12.1,  
12.2, aj.

**11.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 12, des suivants:

Conditions  
d'admissi-  
bilité.

«**12.1** Toute personne qui requiert, pour les activités visées dans le paragraphe 6° de l'article 1 de la présente loi, une licence délivrée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction doit, pour être admise aux examens visés dans l'article 12.2 de la présente loi, satisfaire aux conditions d'admissibilité aux examens déterminées en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.

Examens.

«**12.2** La corporation prépare, administre et fait subir les examens visés dans l'article 31 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, qui portent sur les matières concernant les connaissances administratives et techniques et qui sont déterminées par règlement adopté ou à être adopté par la Régie des entreprises de construction du Québec en vertu du paragraphe r de l'article 58 de cette loi, à l'exclusion de

ceux qui portent sur le code électrique choisi en vertu de l'article 29 de la Loi sur les installations électriques (L.R.Q., c. E-4), compte tenu de toute modification qui pourra lui être apportée ultérieurement.

Catégories  
de licences.

Ces examens doivent tenir compte des catégories de licences déterminées en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et être préparés selon les critères et la méthodologie déterminés par la Régie des entreprises de construction du Québec.

Dossier et  
résultat  
des  
examens.

La corporation doit transmettre à la Régie le dossier des examens des personnes visées dans l'article 12.1 et le résultat de ceux-ci au plus tard le septième jour précédant l'expiration du délai prévu au premier alinéa de l'article 17 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.».

L.R.Q.,  
c. M-3,  
a. 20.1, aj.

**12.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 20, du suivant:

Suspension  
ou annu-  
lation d'une  
licence.

«**20.1** Lorsque la corporation estime que la conduite d'un membre est telle qu'elle peut justifier la suspension ou l'annulation d'une licence délivrée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, elle en fait rapport à la Régie des entreprises de construction du Québec; si elle en vient à la même conclusion, la Régie doit alors suspendre ou annuler cette licence.».

L.R.Q.,  
c. M-4,  
a. 5, remp.

**13.** L'article 5 de la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., c. M-4), modifié par l'article 127 du chapitre 53 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

Membres.

«**5.** Toute personne qui, y étant assujettie, se conforme à la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., c. Q-1) et à la présente loi a droit d'être membre de la Corporation.».

L.R.Q.,  
c. M-4,  
a. 11, mod.

**14.** L'article 11 de cette loi, modifié par l'article 130 du chapitre 53 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe c du paragraphe 1° par le suivant:

«c) l'admission et la discipline des membres de la Corporation sauf quant à leur suspension et à leur expulsion;».

L.R.Q.,  
c. M-4,  
aa. 11.1,  
11.2, aj.

**15.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 11, des suivants:

Conditions  
d'admissi-  
bilité.

«**11.1** Toute personne qui requiert, pour les activités visées dans les sous-paragraphe a, c et d du paragraphe 6° de l'article 1 de la présente loi, une licence délivrée en vertu de la Loi sur la

qualification professionnelle des entrepreneurs de construction doit, pour être admise aux examens visés dans l'article 11.2 de la présente loi, satisfaire aux conditions d'admissibilité aux examens déterminées en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.

Examens.

« **11.2** La Corporation prépare, administre et fait subir les examens visés dans l'article 31 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, qui portent sur les matières concernant les connaissances administratives et techniques et qui sont déterminées par règlement adopté ou à être adopté par la Régie des entreprises de construction du Québec en vertu du paragraphe *r* de l'article 58 de cette loi, à l'exclusion de ceux qui portent sur le Code de plomberie adopté en vertu de l'article 24 de la Loi sur les installations de tuyauterie (L.R.Q., c. M-7), compte tenu de toute modification qui pourra lui être apportée ultérieurement.

Catégories de licences.

Ces examens doivent tenir compte des catégories de licences déterminées en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et être préparés selon les critères et la méthodologie déterminés par la Régie des entreprises de construction du Québec.

Dossier et résultat des examens.

La Corporation doit transmettre à la Régie le dossier des examens des personnes visées dans l'article 11.1 et le résultat de ceux-ci au plus tard le septième jour précédant l'expiration du délai prévu au premier alinéa de l'article 17 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.».

L.R.Q.,  
c. M-4,  
a. 19.1, aj.

**16.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 19, du suivant:

Suspension ou annulation d'une licence.

« **19.1** Lorsque la Corporation estime que la conduite d'un membre est telle qu'elle peut justifier la suspension ou l'annulation d'une licence délivrée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction, elle en fait rapport à la Régie des entreprises de construction du Québec; si elle en vient à la même conclusion, la Régie doit alors suspendre ou annuler cette licence.».

L.R.Q.,  
c. R-10,  
a. 2, mod.

**17.** L'article 2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10), modifié par l'article 105 du chapitre 7, l'article 31 du chapitre 38, l'article 25 du chapitre 18, l'article 31 du chapitre 24 et l'article 53 du chapitre 64 des lois de 1978 et par l'article 34 du chapitre 10, l'article 128 du chapitre 48, l'article 263 du chapitre 51, l'article 293 du chapitre 56, l'article 311 du chapitre 63, l'article 56 du chapitre 64, l'article 21 du chapitre 73, l'article 87 du

chapitre 85 et l'article 72 du chapitre 86 des lois de 1979, est de nouveau modifié par l'addition, après le paragraphe 23° du premier alinéa, des suivants:

«24° aux membres de la Régie des entreprises de construction du Québec nommés en vertu du deuxième alinéa de l'article 8 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., c. Q-1);

«25° au président de l'Office de la construction du Québec.».

Effet.

**18.** Sauf à l'égard des causes pendantes le 27 mars 1980, le paragraphe 1° de l'article 7 a effet à compter du 15 février 1979 et tout règlement adopté en vertu du paragraphe *r* de l'article 58 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., c. Q-1) tel qu'il se lisait avant son remplacement par le paragraphe 1° de l'article 7 de la présente loi est réputé avoir été adopté en vertu du paragraphe *r* de l'article 58 de cette loi tel que remplacé.

Entrée en vigueur.

**19.** Les articles 2, 3, 5 et les articles 8 à 16 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1980.

Effet.

**20.** Le paragraphe 24° du premier alinéa de l'article 2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, édicté par l'article 17, a effet à compter du 27 août 1975, sauf à l'égard du président de la Régie des entreprises de construction du Québec pour lequel il a effet à compter du 13 mars 1978.

Effet.

**21.** Le paragraphe 25° du premier alinéa de l'article 2 de cette loi, édicté par l'article 17, a effet à compter du 4 avril 1979.

Entrée en vigueur.

**22.** Sous réserve de l'article 19, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.